

Annexe – PROJET 2020
« Document de Candidature »

1. Identification précise du projet

A) Identité du projet

Titre du projet	Pour une approche historique des vulnérabilités enseignantes dans la classe et hors la classe (XIX ^e siècle-années 1980)
Acronyme (éventuellement)	
Mots clefs (maximum 5)	Histoire de la formation des enseignants –inspection- vulnérabilité enseignante – remédiations -

B) Résumé (10 lignes maximum)

En cas de sélection, ce résumé sera publié sur le site internet de l'INSPE Lille - HdF dans la rubrique « Recherche »

Dans la suite des projets soutenus sur les parcours des élèves en contextes et sur les modalités de leur inclusion dans le système scolaire tel qu'il se définit depuis le début du XIX^e siècle (2016-2018), dans la continuité du projet de 2019 qui portait plus largement sur les vulnérabilités éducatives mais qui n'a pas été développé entièrement (Covid-19), ce projet veut réduire la focale sur les seul-e-s enseignant-e-s pour analyser, au plus près des sources, les formes de vulnérabilité qu'ils rencontrent, à la fois dans le primaire et dans le secondaire, sur cette longue durée (XIX^e siècle-années 1980): vulnérabilité, passagère ou durable, liée à des difficultés de gestion de la classe, à des difficultés scientifiques, pédagogiques ou didactiques, mais aussi difficultés davantage « institutionnelles » liées aux contextes politiques changeants. Il s'agit aussi d'étudier la manière dont l'institution gère ces vulnérabilités, en réformant la formation initiale, en mettant en place de la formation continue alors qu'elle peut aussi user du déplacement d'office ou du licenciement. A l'évidence remédier à ces vulnérabilités enseignantes favorise l'inclusion des élèves.

C) Identification du porteur (coordinateur et laboratoire) du projet

Le coordinateur du projet doit être membre d'un laboratoire de recherche des Universités Régionales du périmètre de l'Académie de Lille.

Coordinateur (Nom, Prénom)	Jean-François CONDETTE
Titre/Grade	Professeur des universités en histoire contemporaine
Courriel	Jfrancois.condette@inspe-lille-hdf.fr Jeanfrancois.condette@wanadoo.fr Jeanfrancois.condette@univ-lille.fr
Téléphone	06 62 88 35 21
Institution de rattachement (nom et adresse)	Université de Lille (INSPE)
Laboratoire de rattachement (identifiant EA UMR, nom et adresse)	Laboratoire IRHIS UMR 8529 Université de Lille, CNRS Campus du Pont-de-Bois
Directeur du laboratoire (Nom, prénom et courriel de contact)	Charles MÉRIAUX, professeur en histoire médiévale charles.meriaux@univ-lille.fr

Gestionnaire du laboratoire (si applicable) Nom, prénom et Courriel	Christine AUBRY Ingénieur de recherche, secrétaire générale IRHiS-UMR 8529 christine.aubry@univ-lille.fr
Tutelle de gestion du laboratoire pour ce projet (Nom et adresse)	Université de Lille, 42 rue Paul Duez, 59000 Lille
Autres membres du laboratoire impliqués dans le projet (Nom, prénom, titre, Courriel)	- Carole CHRISTEN, maîtresse de conférences en histoire contemporaine, Université de Lille, laboratoire IRHIS - Magali DOMAIN, PRAG à l'INSPE de l'académie de Lille, doctorante en histoire contemporaine, Université de Lille, IRHIS : magalie.domain@inspe-lille-hdf.fr - Sabria BENZARTI, CPE à Paris, doctorante en histoire contemporaine, Université de Lille, IRHIS : sabria.benzarti@gmail.com - Florent VANDEPITTE, agrégé d'histoire, doctorant en histoire contemporaine, Université de Lille, IRHIS, vandepitteflorent@gmail.com - Yannick CLAVE, agrégé d'histoire, docteur en histoire contemporaine, professeur en CPGE (ancien docteur dirigé par JF Condette) clave.yannick@wanadoo.fr

D) Identification des autres partenaires (*autant de fiches que de partenaires*)

Partenaire n° 1

Identité (Nom et Statut) <i>laboratoire, école, établissement, délégation ou service académique, groupe, entreprise....)</i>	CREHS (EA 4027) Université d'Artois Directeur : Charles GIRY-DELOISON, professeur en histoire moderne, Université d'Artois Charles.girydeloison@univ-artois.fr
Coordonnées	Maison de la recherche Université d'Artois Nathalie CABIRAN, Maison de la recherche-Université d'Artois nathalie.cabiran@univ-artois.fr
Expertise(s) du partenaire :	Axe 3 : histoire de l'éducation
Contact partenaire (Nom, prénom)	Stéphane LEMBRE
Titre / grade / fonction	maître de conférences en histoire contemporaine, ESPE-LNF
Courriel	stephane.lembre@espe-lnf.fr
Autres membres du partenaire impliqués dans le projet (Nom, prénom, titre, courriel)	- Bruno CARLIER, maître de conférences en histoire contemporaine, ESPE-LNF, bruno.carlier@inspe-lille-hdf.fr - Stéphanie DAUPHIN, maître de conférences en histoire contemporaine, ESPE-LNF, stephanie.dauphin@inspe-lille-hdf.fr - Jean-François GREVET, maître de conférences en histoire contemporaine, ESPE-LNF, jfrancois.grevet@inspe-lille-hdf.fr - Jérôme KROP, maître de conférences en histoire contemporaine, ESPE-LNF, jerome.krop@inspe-lille-hdf.fr

Préciser l'état actuel du partenariat (*existant, en cours de construction, à construire...*)

Le partenariat est très étroit ; c'est l'ex-laboratoire du porteur du projet qui y a créé l'axe Histoire de la formation et qui a travaillé pendant 11 ans avec ces collègues

Partenaire n° 2

Identité (Nom et Statut) <i>laboratoire, école, établissement, délégation ou service académique, groupe, entreprise....)</i>	CAREF Université de Picardie Jules VERNE Centre amiénois de recherche en éducation et formation (EA 4697)
Coordonnées	Bruno.poucet@u-picardie.fr
Expertise(s) du partenaire :	Sciences de l'éducation – histoire de l'éducation et des politiques éducatives
Contact partenaire (Nom, prénom)	Bruno POU CET, professeur en sciences de l'éducation (histoire de l'éducation)
Titre / grade / fonction	Professeur des universités, directeur du CAREF
Courriel	Bruno.poucet@u-picardie.fr
Autres membres du partenaire impliqués dans le projet (Nom, prénom, titre, courriel)	- Ismail FEHRAT, maître de conférences en sciences de l'éducation ismail.ferhat@univ-picardie.fr - Julien CAHON, maître de conférences en sciences de l'éducation julien.cahon@univ-picardie.fr

Préciser l'état actuel du partenariat (*existant, en cours de construction, à construire...*)

Le partenariat est étroit ; nous travaillons depuis plus de 15 ans avec ces collègues de l'académie d'Amiens et ce laboratoire (nombreux colloques et ouvrages communs)

E) Références (mini CV du porteur + publications scientifiques, interventions, communications) de l'équipe projet (porteur et partenaire(s)) (maximum 5)

- Mini CV du porteur du projet

Jean-François Condette, agrégé d'histoire, professeur en histoire contemporaine, est membre du Laboratoire IRHiS – UMR 8529 (Univ. Lille, CNRS). Co-directeur du master Encadrement éducatif de l'INSPE, il est aussi le directeur de la revue d'histoire et d'archéologie, la *Revue du Nord* depuis 2018. Il est membre du conseil scientifique du Musée national de l'éducation et membre du Comité d'histoire de l'Éducation nationale. Il travaille sur l'histoire des structures et des acteurs éducatifs. Ses recherches portent également sur les élites de l'État et sur les occupations militaires dans la France septentrionale au XX^e siècle. Il a récemment publié : J.-F. Condette (dir.), *Les personnels d'inspection. Contrôler, évaluer, conseiller les enseignants. Entre terrain local et logiques d'État. Retour sur une histoire*, Rennes, PUR, 2017, 365 p. (15 contributions) ; J.-F. Condette (dir.), *La guerre des cartables (1914-1918). Élèves, étudiants et enseignants dans la Grande Guerre en Nord-Pas-de-Calais*, V. d'Ascq, Presses du Septentrion, 2018, 504 p. ; J.-F. Condette et Véronique Castagnet (dir.), *Histoire des élèves en France, volume 1. Parcours scolaires, genre et inégalités (XVIII^e – XXI^e siècle)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020, 566 p. ; Jean-Noël Luc, Jean-François Condette et Yves Verneuil, *Histoire de l'enseignement en France (XIX^e – XXI^e siècle)*, Paris, Armand Colin, 2020, 416 p.

-5 références de l'équipe projet

- CONDETTE J-F (dir.), *Les personnels d'inspection. Contrôler, évaluer, conseiller les enseignants. Entre terrain local et logiques d'État. Retour sur une histoire* ; actes enrichis des deux journées d'études de l'Université d'Artois de 2014-2015, (15 contributions), Rennes, PUR, 2017, 365 p.
- CONDETTE J.-F., *Histoire de la formation des enseignants en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2007, 354 p.
- KROP Jérôme, *Les fondateurs de l'école républicaine. La première génération des instituteurs sous la III^e République*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2016.
- KROP Jérôme, « Punitives corporelles et actes de brutalité dans les écoles primaires publiques du

département de la Seine (1880-1914) », *Histoire de l'éducation*, n°118- 2008, p. 109-132.
- LEMBRE Stéphane, *Histoire de l'enseignement technique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères » 2016, n°668, 128 p.

2. Description du projet (3 pages maximum)

Les vulnérabilités enseignantes (France, XIX^e XX^e siècles)

1. Mise en contexte par rapport aux projets antérieurs

Dans la continuité des recherches scientifiques organisées depuis 2009 par l'axe 3 « Histoire de l'éducation et de la formation » du laboratoire CREHS de l'Université d'Artois (EA 4027) sur l'histoire des principaux acteurs éducatifs, journées d'études et colloques consacrés tour à tour aux personnels de direction des établissements scolaires et universitaires, aux personnels d'inspection, aux élèves (« pour une histoire renouvelée des élèves » : 9 journées d'études d'octobre 2016 à novembre 2019), **dans la continuité également du projet déposé en 2019 sur les difficultés et vulnérabilités des acteurs éducatifs sur les territoires (XIX^e-XX^e siècles) : entre indifférence, remédiation et prévention**, projet financé par l'INSPE de l'académie de Lille à hauteur de 8 000 € mais qui n'a vu qu'une réalisation partielle de ses objectifs à cause de l'épidémie de Covid 19 (voir ci-dessous), ce projet propose pour 2020 de recentrer l'analyse sur les seuls enseignant-e-s.

Deux changements majeurs sont introduits dans ce projet 2021-2022

a) Le changement du laboratoire porteur par le fait que Jean-François Condette a quitté le laboratoire CREHS de l'Université d'Artois pour revenir au laboratoire IRHiS de l'Université de Lille. C'est donc ce laboratoire désormais qui portera le projet, même si le lien de partenariat est établi avec l'ancien laboratoire, le CREHS de l'Université d'Artois par les collègues qui travaillent habituellement sur nos projets.

b) Il est décidé, au regard du contexte sanitaire incertain mais aussi par volonté de concentrer les analyses sur un champ plus réduit que l'an dernier, de se consacrer uniquement, pour 2021 sur les enseignants et les enseignantes. Cette question des vulnérabilités s'applique donc uniquement aux personnels enseignants du primaire et du secondaire), même si les élèves ne sont bien évidemment pas loin par l'examen des possibles vulnérabilités pédagogiques et didactiques de ces enseignants dans leur classe en général ou envers certains élèves de ces classes (plus en difficultés, aux comportements « instables », etc.). Pour rappel, et en renvoyant au projet soumis l'an dernier, ces notions de fragilités, de difficultés, de vulnérabilités des acteurs éducatifs – qu'ils soient élèves, étudiants ou enseignants – se déclinaient autour de cinq thèmes et des processus de remédiation qui les accompagnent.

- Elèves et pauvreté, précarité sociale des familles : Les élèves, leurs origines sociales et leurs parcours scolaires
- Elèves et difficultés scolaires, échec scolaire
- Elèves, orientation scolaire et professionnelle
- Étudiantes, étudiants, difficultés et vulnérabilités
- Vulnérabilités enseignantes

Il est décidé pour l'année 2021-2022 de concentrer les forces des équipes sur un seul de ces axes, celui des difficultés et vulnérabilités enseignantes

2. Problématique générale du projet

Les questions liées à la vulnérabilité se sont affirmées très récemment en particulier dans le champ du droit, de la santé et des sciences humaines, même si sa définition demeure composite, son application au champ historique, pour les périodes plus anciennes, pouvant aussi être problématique¹. « Le recours au concept de vulnérabilité est aujourd'hui généralisé au point que celle-ci est devenue une catégorie analytique à part entière : elle sert à désigner les publics cibles de l'action sanitaire et sociale comme les formes de pauvreté et de précarité et est indissociable de leur traitement par l'action

¹ Voir Axelle BRODIEZ-DOLINO, Isabelle Von BUELTZINGSLOEWEN, Benoît EYRAUD, Christian LAVAL et Bernard RAVON (dir.), *Vulnérabilités sanitaires et sociales. De l'histoire à la sociologie*, Rennes, PUR, 2014.

publique, quand elle ne qualifie pas cette dernière. Autant dire que les vulnérabilités sont multiples et leurs sens parfois équivoques² ». Si le concept possède une portée très large, l'enfance, l'adolescence et l'éducation fournissent un terrain particulièrement important pour sa mobilisation et sa mise à l'épreuve. L'enfant et l'adolescent, donc aussi l'élève, sont par définition vulnérables car dépendants des adultes ; les personnes souffrant de handicaps divers mais aussi celles qui sont fortement fragilisées par la précarité sociale, la grande pauvreté entrent aussi dans cette catégorie. Le champ des possibles est ici très large. Dans le même sens, les personnels enseignants des différents degrés d'enseignement peuvent également rencontrer des difficultés qui les placent en situation de vulnérabilité et qui méritent d'être étudiées au niveau historique.

3. Problématique spécifique du projet et de ses enjeux : les vulnérabilités enseignantes

Si les élèves et leur famille peuvent rencontrer des difficultés, passagères ou plus durables, si des formes diverses de vulnérabilité sont identifiables sur les XIX^e-XX^e siècles, les difficultés peuvent aussi se rencontrer de l'autre côté de l'estrade ou du bureau, dans le personnel enseignant. Ces difficultés peuvent être de plusieurs types et nous n'en excluons aucune *a priori*. Pour les enseignantes et les enseignants – de la maternelle à la fin du secondaire – ces difficultés peuvent être directement liées à la classe et aux activités pédagogiques menées (manque d'autorité, usage de la violence, chahut par les élèves, compétences didactiques faibles de l'enseignant, etc.), au cadre scolaire plus général dans lequel elle/il travaille (problème de locaux scolaires, de manque de matériel pédagogique, milieu social peu réceptif), mais aussi à des pressions politiques ou religieuses locales exercées par certains notables ou par des parents d'élèves, pressions qui peuvent déboucher sur des demandes de mutations ou de renvois. Ces difficultés, ces vulnérabilités peuvent aussi être causées par l'intervention « inamicale » de leurs supérieurs hiérarchiques directs (chefs d'établissement, inspecteurs, etc.) alors que ceux-ci sont aussi, *a contrario*, les premiers à pouvoir proposer une offre rapide de remédiation. Ces vulnérabilités peuvent enfin être directement liées à des fragilités personnelles ou familiales extérieures à l'École mais qui influent sur l'état de l'enseignant(e).

Face à des vulnérabilités plurielles comment les enseignant(e)s s'organisent-ils/elles pour les surmonter et de quels outils de remédiation dispose l'institution (rôle de la formation initiale, de la formation continuée, rôle des corps d'inspection, du rectorat) pour tenir compte de ces éléments ? Entre formation continue, mutation forcée dans un autre lieu ou une autre fonction et suspension voire révocation, quelles politiques sont mises en place sur la longue durée des XIX^e-XX^e siècles ?

C'est ici inévitablement retrouver les questions liées à la formation professionnelle des enseignant(e)s. Si le cadre institutionnel est bien connu, dans ses grandes créations comme dans ses manques (histoire des écoles normales, des CPR, des ENNA, installation des IUFM etc.), si l'évolution du cadre légal des formations (les textes officiels) est aussi maîtrisée (voir bibliographie), d'autres dimensions méritent des études complémentaires : la définition précise de ces difficultés qui peuvent déboucher sur de fortes et durables vulnérabilités, la gestion des carrières de ces enseignants en difficulté et les stratégies mises en œuvre pour les faire progresser ou les « neutraliser » ; les savoirs et contenus de formation, à la fois théoriques et pratiques mais aussi les postures professionnelles recommandés à ces enseignants, selon les périodes et les espaces pris en considération, en tenant également compte de la dimension genrée de ces éléments pluriels.

4. Objectifs précis visés par le projet et résultats attendus

La bonne inclusion scolaire des élèves au sein de notre système éducatif nécessite que les enseignants, du primaire comme du secondaire, qui les encadrent au quotidien, soient en état de mener leurs activités enseignantes avec efficacité et confiance. On connaît les constats très actuels sur les vulnérabilités enseignantes, passagères ou plus durables, qui touchent les enseignants débutants comme les plus chevronnés, et qui sont liées à la non-remédiation de difficultés de gestion de la classe, à des faiblesses scientifiques dans le champ enseignés ou à des difficultés didactiques et pédagogiques. Mais on a trop souvent tendance à faire de ces difficultés et ces formes de vulnérabilités des réalités du seul temps présent, révélatrices de notre actualité très liée à la massification scolaire et aux « nouveaux publics » d'élèves. L'objectif majeur de cette recherche est de prendre de la profondeur chronologique

² Axelle BRODIEZ-DOLINO, « La vulnérabilité, nouvelle catégorie de l'action publique », Caisse nationale d'allocations familiales, revue *Informations sociales*, 2015/2 n° 188, pp. 10 à 18.

pour voir comment, de 1800 aux années 1980 environ (jusqu'aux IUFM ?), l'institution scolaire a détecté, pris en charge et remédié – ou pas – à ces vulnérabilités enseignantes qui existent déjà, pour la plupart d'entre elles, même si le contexte est bien évidemment différent.

-Il faut dès lors partir à la recherche de ces vulnérabilités pour mieux les identifier par une plongée dans les archives disponibles et qui sont nombreuses, en particulier les dossiers personnels des enseignants qui conservent les rapports réguliers d'inspection : difficultés pédagogiques ; difficultés personnelles ; difficultés institutionnelles selon les périodes prises en considération et lors des changements de régime. Un travail important est ici à réaliser collectivement sur les rapports d'inspection, mais aussi sur les possibles témoignages conservés par les récits de vie.

-il faut ensuite voir les « outils » dont dispose l'administration proche (chef d'établissement dans le secondaire, inspecteur primaire, directeur d'école) ou l'administration « un peu plus lointaine » que sont les inspecteurs pédagogiques régionaux (à partir de 1964) et les inspecteurs généraux (depuis 1802) pour prendre en compte, gérer ces vulnérabilités au service de l'enseignant en question mais aussi finalement des élèves. Il est alors important de revenir sur les modalités de réforme des formations initiales de cette période (1800-années 1980) quand cette formation existe (d'abord dans le primaire, beaucoup moins dans le secondaire jusqu'au début du XX^e siècle). Comment former les enseignants pour qu'ils échappent à ces possibles difficultés ? Quels éléments de formation continue sont aussi proposés sur la période pour remédier à ces vulnérabilités ?

5. Cadre(s) théorique(s), méthodologie(s) et sources employés

Comme pour le projet « Pour une histoire renouvelée des élèves », le travail ne pourra être opéré que sur plusieurs années, l'activité de recherche reposant sur de multiples dépouillements d'archives et de sources imprimées. Ce sont ces déplacements vers les archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) et départementales (quelques fonds ciblés : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine, etc.) mais aussi vers la Bibliothèque nationale de France (Paris) qui exigent des moyens. Il est important en effet, sur ces thèmes de recueillir un maximum de données et de les traiter ensuite collectivement. Les temps de restitution et de discussion s'opèrent dès lors, lors des journées d'études régulières où les collègues présentent l'avancée de leurs travaux, questionnés par les membres du groupe et le public présent. Cette forme de restitution est cependant insuffisante et nous tenons ensuite, une fois ces discussions opérées, à publier les meilleures contributions, remaniées, enrichies d'apports nouveaux autour de numéros spéciaux de revues et d'un ouvrage de synthèse qui permettent de pérenniser et de rendre visible les avancées de la recherche sur la thématique.

La méthodologie employée est celle des historiens, reposant sur le croisement des sources manuscrites et imprimées conservées dans les fonds d'archives. Pour la période plus proche, des entretiens semi-directifs peuvent aussi être menés et utilisés. Nous n'utilisons pas de cadres théoriques *a priori* mais les méthodes historiennes habituelles du croisement des sources archivistiques, imprimées et des ouvrages anciens et récents sur le sujet traité. Pour cette approche historique des vulnérabilités-difficultés enseignantes des XIX^e et XX^e siècles (jusqu'aux années 1980 environ), les sources principales sont plurielles :

-les dossiers de carrière des enseignants du secondaire (dossier de retraite) conservés dans la sous-série F17 des Archives nationales et qui regroupent à la fois tous les arrêtés de nomination d'un enseignant dans sa carrière, mais aussi la plupart des rapports d'inspection (nombreux jusqu'au début des années 1950), les rapports de notation annuelle des chefs d'établissement ainsi souvent qu'une pochette plus diverse comprenant de nombreux courriers personnels. Un double du dossier de carrière est conservé souvent en série 2 T des archives départementales de la ville siège académique (AD du Nord par exemple pour les enseignants du secondaire du Nord et du Pas-de-Calais)

-les dossiers de carrières des enseignants du primaire dans la série 1 T cette fois des archives départementales au moins jusqu'en 1940. Là encore de nombreux rapports d'inspections sont conservés. Le rapport d'inspection est à la fois un document très cadré, « convenu » par certains aspects qui en dit beaucoup sur les attentes de l'institution mais il est aussi très riche en informations pédagogiques.

-la presse syndicale et la presse pédagogique sont aussi à mobiliser sur ces difficultés-vulnérabilités enseignantes quand elle est conservée, même si elle doit bien sûre être mise à distance.

-les possibles rapports d'enquêtes, rapports ministériels, rapports des recteurs et des inspecteurs généraux sur les enseignants, leur recrutement, les concours, leur formation.

-les ouvrages anciens d'acteurs de l'instruction Publique-Education nationale qui font le récit de leur vie d'enseignant ou d'inspecteur ou de formateur. (autobiographies, récits de vie)

-nous recherchons également les traces des processus de formation des enseignants qui les préparent à de possibles difficultés d'enseignement ou qui tentent d'y remédier : archives des écoles normales (bien inventoriées pour notre région), archives de stages que faisaient les agrégatifs sur le terrain jusqu'en 1953 (création des centres pédagogiques régionaux : CPR) : nous les avons repérés aux Archives départementales du Nord ; archives des CPR (très compliqué à retrouver ; démarches en cours).

En histoire, nous sommes très dépendants de la localisation des fonds d'archives et une partie importante de nos sources sont dans les institutions publiques de conservation et ne sont pas numérisées. Il faut donc aller sur place en respectant de plus les règles de ces institutions (pas plus de 5 à 6 dossiers par jour etc.). Dès lors, ce qui coûte cher ce sont les déplacements en particulier vers les Archives nationales à Paris (Pierrefitte-sur-Seine) ou l'on trouve les archives du ministère et vers la Bibliothèque nationale de France, elle aussi à Paris. Divers déplacements sont aussi indispensables dans d'autres fonds d'archives ou de bibliothèques (Bibliothèque Diderot-ENS Lyon, etc.).

Quatre lieux concentrent des sources importantes pour notre problématique.

1 Les Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) qui conservent sur les deux siècles embrassés de très nombreux cartons de documents issus du ministère et des administrations académiques.

2 Les Archives départementales du Nord (Lille) et du Pas-de-Calais (Dainville) qui conservent également de nombreux dossiers et permettent d'enraciner le travail, en partie, sur l'académie de Lille.

3 La bibliothèque nationale de France François Mitterrand (Paris) qui conserve des richesses très nombreuses sur notre sujet en ce qui concerne les publications des acteurs éducatifs de l'époque mais aussi les articles de revues

4 Le musée national de l'éducation (MNE) de Rouen qui possède lui aussi de très importantes collections (JF Condette est membre de son conseil scientifique), à la fois d'ouvrages, d'objets, de travaux et de photographies.

6. Modalités pratiques de restitution, de valorisation et de diffusion des résultats

Sur le projet 2019 qui portait plus largement sur les vulnérabilités éducatives (élèves, étudiants, enseignants), deux journées sur les quatre prévues ont été menées à leur terme.

- 11 octobre 2019 : Journée d'études à Arras, maison de la recherche : *Les enseignantes en France : sexe, genre et identités (XVI^e-XX^e siècles). La construction d'une identité professionnelle. L'accès aux postes de direction* (responsable : Stéphanie Dauphin), 11 contributions ; actes en cours de publication aux Presses universitaires de Rennes

- 22 novembre 2019 : Journée d'études à Arras, maison de la recherche : S'orienter, être orienté : Choix et contraintes des parcours des élèves et des étudiants au XX^e siècle (responsables : Stéphane Lembré, Jérôme Krop et Jean-François Condette), 8 contributions.

- Vendredi 30 mars 2020 : La vie quotidienne des étudiant(e)s et leurs difficultés: (responsables : Mélanie Puche, doctorante au CREHS et JF Condette) ; la journée a été préparée ; elle regroupait 10 contributions très intéressantes ; elle a été reportée à cause du confinement puis annulée.

- vendredi 09 octobre 2020 : la journée d'études sur les vulnérabilités enseignantes projetée, n'a pas été lancée en raison des conditions sanitaires.

Les textes des meilleures contributions des journées du 22 novembre 2019 et du 30 mars 2020 seront réunis et mis en valeur dans un numéro Hors-série de la *Revue du Nord*. Le contrat a été signé et les fonds débloqués sur la somme attribuée au projet en 2019. Les textes rentrent peu à peu, la fermeture des archives ayant entraîné des retards dans la finalisation de nombreux textes.

Pour cet appel à projets 2020 et donc pour l'année 2021 (et 2022 certainement), nous organiserons une journée de restitution de notre travail en octobre 2021. Nous avons pensé, au départ, à en organiser deux, une en mars 2021 puis une autre en novembre 2021 mais au regard du contexte sanitaire et des nombreuses annulations de colloques et de journées entre janvier et juin 2021, nous préférons recentrer sur **une seule journée d'études en octobre 2021** sur les vulnérabilités enseignantes. Cela nous laissera aussi plus de temps pour aller aux archives et en bibliothèques. À terme, les textes les plus intéressants et novateurs seront réunis dans **un ouvrage**. Nous ne demandons

pas d'argent pour cet ouvrage ; il est déjà financé par l'appel à projet 2019. D'autres modalités de restitution sont aussi envisageables ; conférences, ateliers de restitution, etc. Le projet sera prolongé en 2022 avec d'autres journées d'études.

7. Brève revue de la littérature existante (et liée à l'approche historique des phénomènes étudiés)

- BRODIEZ-DOLINO Axelle, « La vulnérabilité, nouvelle catégorie de l'action publique », Caisse nationale d'allocations familiales, revue *Informations sociales*, 2015/2 n° 188, pp. 10 à 18.
- BRODIEZ-DOLINO Axelle, Isabelle Von BUELTZINGSLOEWEN, Benoît EYRAUD, Christian LAVAL et Bernard RAVON (dir.), *Vulnérabilités sanitaires et sociales. De l'histoire à la sociologie*, Rennes, PUR, 2014.
- CACOUAULT-BITAUD, *Professeurs... mais femmes. Carrières et vies privées des enseignantes du secondaire au XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2007, 324 p .
- CHAPOULIE (Jean-Michel), *Les professeurs de l'enseignement secondaire: un métier, de classe moyenne*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de L'Homme, 1987, 407 p .
- CHARLES Frédéric, *Génération de normaliens et normaliennes instituteurs: évolution du recrutement des écoles normales parisiennes, des stratégies d'accès et des représentations de l'école et du métier (1955-1985)*, thèse, Paris 8, 1987.
- CONDETTE J-F (dir.), *Les personnels d'inspection. Contrôler, évaluer, conseiller les enseignants. Entre terrain local et logiques d'État. Retour sur une histoire ; actes enrichis des deux journées d'études de l'Université d'Artois de 2014-2015, (15 contributions)*, Rennes, PUR, 2017, 365 p.
- CONDETTE J.-F., *Histoire de la formation des enseignants en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2007, 354 p.
- CONDETTE J.-F., « Présentation : Entre tabou et obsession. L'évaluation des enseignants », dans *L'évaluation des enseignants : histoire, modalités et actualités, Spirale, revue de recherches en éducation* (J.-F. CONDETTE, dir.), Lille 3, n° 49, janvier-juin 2012, pp. 3-24.
- COMPAGNON Béatrice et THEVENIN Anne, *Histoire des instituteurs et des professeurs de 1880 à nos jours*, Paris, Perrin, 2001, 361 p.
- GRANDIERE Marcel, *La formation des maîtres en France, 1792-1914*, Lyon, INRP, 2006. 221 p.
- GRANDIERE MARCEL, PARIS Rémi et GALLOYER Daniel, *La formation des maîtres en France, 1792-1914 · Recueil de textes officiels*, Paris, INRP, Education Histoire, 2007, 735 p . –le tome 2 (1914-1990) est en base numérique sur le site du LARHRA Lyon 2) : ressources numériques en histoire de l'éducation
- KROP Jérôme, *Les fondateurs de l'école républicaine. La première génération des instituteurs sous la IIIe République*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2016.
- KROP Jérôme, « Punitives corporelles et actes de brutalité dans les écoles primaires publiques du département de la Seine (1880-1914) », *Histoire de l'éducation*, n°118- 2008, p. 109-132.
- LANG VINCENT, *La professionnalisation des enseignants : sens et enjeux d'une politique institutionnelle*, Paris, PUF, 1999, 260 p.
- LEC Francis et LELIEVRE Claude, *Histoire vraie des violences à l'école*, Paris, Fayard, 2007, 322 p.
- LEMBRE Stéphane, *Histoire de l'enseignement technique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères » 2016, n°668, 128 p.
- LUC Jean-Noël, CONDETTE Jean-François et VERNEUIL Yves, *Histoire de l'enseignement en France (XIXe-XXIe siècles)*, Paris, Armand Colin, 2020, 416 p.
- PROST Antoine (dir.), *La formation des maîtres de 1940 à 2010*, Rennes, PUR, 2014, 296 p.
- VERNEUIL Yves, *Les agrégés : histoire d'une exception française*, Paris, Belin, 2005, 367 p.

3. Grandes étapes et Calendrier prévisionnel 2020-2022 de réalisation du projet (1 page maximum)

L'aide financière accordée aux projets sélectionnés, dans le cadre de l'AAP Recherche en éducation 2020, sera exclusivement dédiée aux travaux du projet réalisables sur les exercices budgétaire 2021 et 2022.

Grandes Étapes	Début prévisionnel	Fin prévisionnelle	Durée estimée
Dépouillements en archives et bibliothèques	Déjà commencé (projet antérieur)	Fin 2021 pour la première étape ; fin 2022 ensuite	Plusieurs années (au moins deux ans)
Mise en valeur des fonds dépouillés et temps de restitution, de discussions des synthèses opérées	Organisation d'une journée d'études en octobre 2021 (nous pensions au départ à deux journées d'études : une en mars 2021 et une autre en octobre 2021 mais, au regard de l'actualité sanitaire, nous estimons plus prudent d'en organiser qu'une seule en octobre, ce qui laissera aussi le temps de travailler Une journée d'étude également en mars 2022		
Ouvrage	Remise des textes fin 2021 aux Presses du Septentrion pour une publication 2022		
Le projet a vocation à se poursuivre après juin 2021 jusqu'en 2022 au regard de la masse des dépouillements à opérer			

4. Budget prévisionnel et Demande financière

L'aide financière accordée aux projets sélectionnés sera versée au laboratoire porteur du projet pour le compte de l'ensemble des partenaires dans le cadre d'une convention signée entre l'INSPE de Lille – HdF et la tutelle de gestion du laboratoire porteur. Les dépenses éligibles sont les dépenses exclusivement dédiées aux travaux du projet engagées et acquittées pendant la durée de la convention (début décembre 2020 à fin décembre 2022). Il convient donc au laboratoire gestionnaire de bien respecter les échéances du calendrier d'exercice budgétaire 2022 de son établissement pour les dernières dépenses. Le montant du financement total accordé par l'INSPE de Lille – HdF ne pourra pas dépasser 10 000 € TTC par projet. Parallèlement, les volets « Matériel-Equipement nécessaire au projet », « Activités de recherche en lien avec le travail de collecte, de traitement, d'analyse et d'interprétation » et « Activités de recherche en lien avec la communication et valorisation des résultats de la recherche » sont limités à 2 000, 5 000 et 3 000 €/projet, respectivement. Toutes les demandes exceptionnelles au-delà de ce seuil doivent faire l'objet d'un argumentaire détaillé justifiant la dépense complémentaire. Un cofinancement du projet n'est pas obligatoire mais sera apprécié.

A) Budget du projet et Demande financière à l'INSPE de Lille – HdF

L'aide financière accordée aux projets sélectionnés sera exclusivement dédiée aux travaux du projet réalisables sur les exercices budgétaires 2021 et 2022. Le tableau budgétaire doit-être présenté à l'équilibre (Total dépenses = Aide demandée à l'INSPE de Lille – HdF + Cofinancements éventuels).

	POSTES de dépenses	Total par postes de dépenses (TTC en euros)	Aide demandée à l'INSPE de Lille – HdF (TTC en euros)	Cofinancement (le cas échéant) (TTC en euros)
Matériel-Équipement nécessaire au projet (jusqu'à 2 000 € max* / projet)	Matériel informatique	0	0	0
	Matériel de captation	0	0	0
	Logiciel spécifiques	0	0	0
	Matériel de stockage	0	0	0
	Autres (préciser)	0	0	0
	<i>Sous-total (matériel-équipement)</i>			
Activités de recherche en lien avec le travail de collecte, traitement, d'analyse et d'interprétation (jusqu'à 5 000 € max* / projet)	Frais de collecte (déplacements vers les archives et bibliothèques)	3 000	2 500	500 (IRHiS)
	Frais de traitement	0	0	0
	Frais d'analyse, d'interprétation	0	0	0
	Autres (préciser)	0	0	0
	<i>Sous-total (collecte, traitement analyse, interprétation)</i>			
Activités de recherche en lien avec la communication et valorisation de des résultats de la recherche (jusqu'à 3 000 € max*/projet)	Organisation d'un colloque, d'une journée d'études en octobre 2020	2 000	1500	500 (IRHiS)
	Participation à un colloque ou à une journée d'études extérieure	0	0	0
	Publication d'un ouvrage sur les vulnérabilités enseignantes au regard de l'histoire	Oui mais le projet est déjà financé sur le projet 2019 de l'INSPE avec contrat signé donc pas de frais nouveaux		
	Publication, mise en ligne de documents pédagogiques, de ressources numériques	0	0	0
	Autres (préciser)	0	0	0
	<i>Sous-total (communication-valorisation)</i>			
<i>*Toutes les demandes exceptionnelles au-delà de ce seuil doivent faire l'objet d'un argumentaire détaillé justifiant la dépense complémentaire.</i>				
TOTAL		5 000	4 000	1 000

B) Autres renseignements financiers (détails des éventuels co-financements)

Les co-financements ne sont pas obligatoires mais ils démontrent le soutien et l'appui du projet par d'autres organismes financeurs. Les informations ci-dessous doivent être en phase avec la partie « 4. A) Budget et demande financière, colonne co-financement ».

Ce projet bénéficie-t-il d'un autre financement déjà obtenu ?

Oui

Non

Si oui,

Type de financement	Ex fonds propres laboratoire, aide région, BQR...
Nom du financeur	Laboratoire IRHIS-Université de Lille
Dispositif de financement	Aide du laboratoire du porteur
Montant	500 + 500 = 1000 Euros
Dépenses éligibles	500 euros pour la journée d'études et 500 Euros pour les frais de déplacement (dépouillement)

Ce projet fait-t-il l'objet d'une autre demande de financement en cours ?

Oui - Non

Si oui,

Type de financement	Ex fonds propres laboratoire, aide région, BQR...
Nom du financeur	
Dispositif de financement	
Montant	
Dépenses éligibles	

Ce projet va-t-il faire l'objet d'une demande de financement à venir ?

peut-être Oui

Non

Peut-être dans l'appel à projet HUB - 4 de l'ISITE pour un volet plus large sur les vulnérabilités éducatives au regard de l'histoire de l'éducation dans la France du Nord

Type de financement	Ex fonds propres laboratoire, aide région, BQR...
Nom du financeur	
Dispositif de financement	
Montant	
Dépenses éligibles	

C) Établissement qui assurera la gestion financière du projet

Établissement	Université de Lille
Agent Comptable	Mme Delphine LIARD
Adresse	Campus du Pont-de-Bois, 59653 Villeneuve d'Ascq
Tél	03 62 26 95 30
Mél	delphine.liard@univ-lille.fr

Responsable du suivi financier	Christine AUBRY, IRHiS-UMR 8529
Adresse	Campus du Pont-de-Bois, 59653 Villeneuve d'Ascq
Tél	03 20 41 62 87
Mél	christine.aubry@univ-lille.fr

Identification bancaire	ci-joint RIB
Banque	Trésor Public
Titulaire du compte	Université de Lille, Agence comptable
Domiciliation	domaine universitaire Pont de Bois, BP 60149, 59653 Villeneuve d'Ascq
N° de compte	00001019803
Code banque	10071
Clé RIB	57
Code Guichet	59000

L'établissement gestionnaire est-il assujéti à la TVA ?

Oui Non

FR 05 130 023583

SIREN : 130 023 583

SIRET : Pont-de-Bois 130 023 583 00037

5. Demande(s) complémentaire(s) d'appui ou d'accompagnement auprès de l'INSPE de Lille – HdF

Néant

Date, lieu, nom et signature* du porteur du projet	Date, lieu, nom et signature* du directeur de laboratoire
Jean-François Condette Villeneuve d'Ascq, le 23 octobre 2020 	Charles Mériaux, directeur Laboratoire IRHiS-UMR 8529 (Univ. Lille, CNRS) Villeneuve d'Ascq, le 23 octobre 2020 

*En l'absence de ces 2 signatures, le projet ne sera pas évalué.

TRESOR PUBLIC

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements des quittances, etc...)

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	59000	00001019803	57

Domiciliation
TP LILLE

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1007	1590	0000	0010	1980	357
------	------	------	------	------	------	-----

BIC (Bank Identifier Code)
TRPUFRP1

Titulaire du compte :
UNIVERSITE DE LILLE
AGENCE COMPTABLE
DOMAINE UNIVERSITAIRE PONT BOIS
BP 60149
59653 VILLENEUVE D'ASCQ